

**M. Bécharde:** L'honorable député a dit tout à l'heure qu'il était facile de construire des usines d'épuration des eaux, qu'on avait des ingénieurs, etc. Sait-il que la Société centrale d'hypothèques et de logement prête à un taux très abordable aux municipalités, et qu'en plus, elle fait une remise de 25 p. 100—ce qui est assez appréciable—du total de l'emprunt et de l'intérêt? Est-il au courant de cela?

**M. Latulippe:** Monsieur le président, je suis certainement au courant de cela, autant que l'honorable député, mais cette aide n'est pas encore assez avantageuse pour permettre aux municipalités de s'en prévaloir, parce qu'elles sont déjà endettées par-dessus la tête, ce qui les empêche de contracter de nouvelles dettes. Alors, il faut employer d'autres moyens afin de venir en aide à ces municipalités.

**L'hon. M. Pepin:** Quels moyens?

[Traduction]

**M. Gaétan J. Serré (Nickel Belt):** Monsieur l'Orateur, comme je me préoccupe vivement de la pollution, je saisis avec plaisir l'occasion d'en dire quelques mots. D'abord, je mentionnerai que la façon dont cette motion nous est présentée traduit une fois de plus l'opportunisme politique du NPD. Soutenir que le gouvernement fédéral n'a rien accompli dans le domaine de la pollution est de la pure fantaisie. Au cours du débat sur le discours du trône au début de la seconde session de cette 28<sup>e</sup> législature, le premier ministre (M. Trudeau) a promis que toutes les ressources de son gouvernement seraient mobilisées pour enrayer la menace grandissante de la pollution au pays. Ces propos ne sont pas demeurés lettre morte. Le gouvernement a créé depuis le ministère de l'Environnement pour faire face aux problèmes croissants et certaines mesures importantes et extrêmement efficaces pour la lutte contre la pollution ont été adoptées, notamment la loi sur les ressources en eau du Canada, la loi sur la sécurité des véhicules automobiles, la loi sur la mer territoriale et les zones de pêche, la loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques, la loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique et ainsi de suite.

En outre, avant de reprocher au gouvernement fédéral son inaction, il ne faudrait pas oublier qu'il n'a pas une juridiction complète dans le domaine de l'environnement. Les provinces ont beaucoup à faire dans ce domaine, mais certaines ne font pas leur devoir. Elles hésitent à tenir tête aux grandes entreprises au sujet de l'établissement de normes sur la pollution et d'instituer des poursuites judiciaires contre celles qui violent les règlements régissant ces normes. Faut-il reprocher au gouvernement fédéral l'inaction provinciale?

Et que dire des municipalités qui déversent leurs eaux usées dans les cours d'eau environnants? Évidemment, comme le député l'a signalé tantôt, on a déjà prévu des moyens pour aider ces municipalités à se doter d'installations plus modernes et plus efficaces, mais certaines n'en tirent pas parti. Doit-on s'en prendre au gouvernement fédéral pour cette inaction?

Lorsque je considère l'œuvre du gouvernement et l'inaction qu'on retrouve à d'autres paliers, je ne peux que m'étonner et m'inscrire en faux contre la motion du député de Kootenay-Ouest (M. Harding). Je ne veux pas dire que je me balance de la pollution, au contraire. Je représente une région qui est peut-être la plus affligée par ce problème dans tout le Canada. En effet, à Sudbury, «Pollution-ville» comme on la désigne souvent, le dom-

mage causé par les déchets industriels à tous les aspects de l'environnement est si évident et renversant que quiconque envisagerait l'assainissement de la ville ne saurait par où commencer.

Les vapeurs de bioxyde de soufre qui s'échappent des usines de l'Inco et de Falconbridge ont fortement endommagé sinon détruit la végétation sur une superficie de 3,200 milles carrés autour de Sudbury. Outre la pollution atmosphérique, la pollution de l'eau constitue une grave menace pour ma région. Une bonne partie du bassin hydrographique de la rivière Vermillon est polluée depuis des années. La puanteur et les déchets qui proviennent de l'usine de pâtes d'Espanola détournent les gens des centres de villégiature de Massey sur la rivière Spanish. Aussi, nombre de nos beaux lacs de la région se polluent rapidement. La pollution du sol est un autre sujet d'inquiétude. Les déversements de trois millions de tonnes de bioxyde de soufre par année ont éclairci la végétation naturelle. En conséquence, la couche de surface du sol est presque entièrement érodée. La ville de Sudbury et les environs présentent un spectacle de désolation lunaire. Les astronautes américains sont en fait venus s'entraîner dans la région de Sudbury l'an dernier. Comme je l'ai déjà dit ici, la situation dans la région de Nickel Belt devient alarmante. Le gouvernement provincial, dont relèvent les compagnies minières, s'est montré négligeant en n'obligeant pas ces compagnies à prendre des mesures préventives il y a longtemps déjà.

On devrait imposer des amendes plus élevées à tous les pollueurs et j'entends par là, non seulement les compagnies minières, mais les municipalités qui ne se débarrassent pas convenablement de leurs déchets et les particuliers qui jettent des déchets sur la route ou ailleurs. On devrait imposer des sanctions à tous, puisqu'il s'agira bientôt d'une question de vie ou de mort.

Les autorités provinciales ont pris des mesures à Sudbury dernièrement au sujet de la pollution de l'air. Elles ont installé un appareil de contrôle sur la rue Ash, l'an dernier. Quelle blague! Si le vent vient à pousser la fumée de ce côté, ce qui arrive rarement, on nous dit que l'indice de pollution monte. S'il monte trop, on demande à la compagnie de ralentir son activité. Il nous faut plus d'appareils de contrôle. Il en faudrait au moins aux principaux points de la région. Pourquoi n'y en a-t-il pas, monsieur l'Orateur? C'est qu'on sait très bien que l'indice de pollution dépasserait la plupart du temps le niveau acceptable.

Bien que la région de Sudbury soit gravement atteinte par la pollution de l'air et de l'eau, la périphérie et le reste du nord de l'Ontario ont été passablement épargnés. Le pays y est toujours magnifique. C'est pourquoi il faudrait aviser immédiatement aux mesures préventives nécessaires. Je réitère ma demande à ce sujet; il faudrait établir un centre de recherches et de contrôle à l'Université Laurentienne de Sudbury.

**Une voix:** Immédiatement.

**M. Serré:** Oui, dès demain. Ce centre entreprendrait des recherches sur le contrôle de la pollution, ce qui serait utile aux compagnies. Il pourrait également coordonner les efforts de tous les paliers de gouvernement et des groupes intéressés. Il nous permettrait de sauvegarder cette vaste région du nord de l'Ontario, d'en faire un paradis pour les touristes et une région salubre pour nos enfants.